



â?"Trump et Netanyahu: un mÃame art dâ??exploiter le terrorisme

Description

Trump utilise la mÃame approche du terrorisme pour justifier son Â« Muslim ban Â» et sa politique migratoire que celle que Netanyahu et IsraÃ«l ont exploitÃ©e pour justifier un demi-siÃcle dâ??occupation.

Naomi Dann- 15 FÃ©vrier 2017



Donald Trump pose pour une photo avec le Premier ministre israÃ©lien Benjamin Netanyahu Ã New York, le 25 septembre 2016. (Kobi Gideon / GPO)

Le Premier Ministre israÃ©lien, Benjamin Netanyahu, va rendre visite cette semaine au PrÃ©sident Trump Ã la Maison Blanche. Ce sera une vraie rencontre des esprits. Les deux dirigeants sont grandiloquents et sâ??appuient sur des allÃ©gations fallacieuses, des discours alarmistes et des

stéréotypes pour mener des politiques discriminatoires, racistes et violentes.

Le parallèle serait comique si ces deux-là n'étaient pas aussi nuisibles. Pas plus tard que la semaine dernière, Trump a affirmé, sans aucune preuve, qu'on avait amené des gens en bus dans le New Hampshire pour voter contre lui, ce qui faisait pratiquement écho à l'effort de Netanyahu, largement tourné en ridicule en 2015, pour attirer des votes en sa faveur en prétendant en toute logique raciste, que « des Arabes déferlaient en foule vers les urnes. Des organisations de gauche les amènent en bus ». Les deux dirigeants ont montré leur adhésion à la politique l'un de l'autre, Trump signalant sans arrêt Israël comme modèle pour le mur qu'il propose sur la frontière USA-Mexique et Netanyahu tweetant son soutien.

L'interdiction de déplacement discriminatoire de Trump est bien des regards une application de ce que Netanyahu défend depuis longtemps. Ainsi qu'un chroniqueur de Haaretz, Chemi Shalev a récemment écrit, Trump et son conseiller Steve Bannon prennent une page du livre de Netanyahu sur l'Islam radical. « Il est temps de mettre fin à une ère d'immigration sans limite pour tous » a écrit Netanyahu dans son livre de 1996 Combattre le terrorisme. « Les terroristes du Moyen Orient et d'autres lieux ont fait des États Unis, de l'Allemagne, de l'Italie et d'autres pays des sanctuaires terroristes ». Israël a déjà une politique migratoire discriminatoire, qui privilégie l'immigration juive tout en encourageant les réfugiés palestiniens de retourner dans leur patrie. Il prohibe l'immigration de ressortissants de plusieurs des grands pays arabes : l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban.

L'invocation du terrorisme par Trump comme la base de son décret discriminatoire visant l'immigration de Musulmans s'appuie aussi sur un discours plus profond qui a ses racines en Israël et chez Benjamin Netanyahu lui-même. Le journaliste Kevin Toomis dans The New Statesman (le nouvel homme d'État) qu'il a écrit en 2004, présente Netanyahu comme figure centrale du développement du « contre-terrorisme », qu'il caractérise comme une justification intellectuelle trompeuse de l'autoritarisme, de la répression militaire et de l'islamophobie néo-conservatrice ». Les préjugés contre les Musulmans dans le discours du contre-terrorisme et de la sécurité nationale ne sont en aucun cas nouveaux aux États Unis ou en Israël. Mais dans le contexte de la présidence de Trump et de sa prochaine rencontre avec Netanyahu, il vaut la peine d'essayer de comprendre le rôle qu'Israël et Netanyahu lui-même ont joué dans la perpétuation de ce cadre de pensée.

Définir le terrorisme

Les spécialistes du terrorisme considèrent un symposium tenu à Jérusalem en 1979 comme le tournant crucial dans l'usage du mot « terrorisme » par les USA et dans le monde, au sens où nous entendons aujourd'hui. L'Institut Jonathan, fondé à la suite de la mort du frère de Benjamin Netanyahu, Jonatan, lors d'une attaque menée pour se porter au secours d'otages capturés par l'OLP, a accueilli en 1979 une conférence à Jérusalem, puis une suite à Washington, sur le « terrorisme international ». L'Institut Jonathan, dirigé par Benjamin Netanyahu, a maintenu des liens étroits avec le gouvernement israélien. Des représentants d'Israël actuels et anciens, de tout échiquier politique, dont Golda Meïr, Menachem Begin, Yitzhak Rabin, Ezer Weizman, Moshe Dayan et Shimon Peres, ont eu des positions dominantes dans son conseil d'administration.

Lisa Stampnitsky, dans son livre Punir le terrorisme, discute la façon dont l'Institut Jonathan a contribué à internationaliser l'usage israélien du terme pour décrire la violence terroriste comme à la fois irrationnelle et illégitime quand aux moyens et aux fins, et comme ciblant prioritairement les démocraties et « l'Occident ». Auparavant, note-t-elle, le terrorisme renvoyait largement à une violence politique rationnelle, qu'elle soit étatique ou individuelle, s'agissant de la criminalité et du droit. Le changement a aidé Israël à délégitimer les objectifs politiques de certains groupes, telle la résistance palestinienne à sa colonisation et occupation du territoire. Celui dont les objectifs politiques sont diabolisés comme illégitimes ou irrationnels ne peut pas être considéré comme « combattant de la liberté ». Stampnitsky avance que le changement vers l'usage du mot terrorisme pour décrire la violence hors la loi, a aussi ouvert la voie à des représailles (comme les frappes aériennes américaines de 1986 en Libye en réponse à une bombe dans une boîte de nuit de Berlin qui avait coûté la vie à un soldat américain) et, finalement, à la doctrine de la force préventive qui caractérise la « Guerre au terrorisme » depuis le 11 septembre.

Le rôle de Israël dans le développement d'un discours spécifiquement anti musulman sur le terrorisme est profondément entremêlé à la politique extérieure des responsables politiques américains. Ainsi que l'ont noté Deepa Kumar et d'autres, les néocons américains et le parti israélien du Likoud ont développé conjointement un langage qu'ils partagent sur le terrorisme islamique. La conférence de 1979 de l'Institut Jonathan ont pris part des représentants officiels et des personnalités politiques américains, dont le futur président George W Bush et des représentants de l'Entreprise Américaine, du Centre d'études stratégiques et internationales et le magazine Commentary qui promut l'idée et organisa ensuite une conférence, de retour aux États Unis.

C'est être une intervention au sein du débat international sur le terrorisme, le but explicite de la conférence de Jérusalem était d'avertir le monde occidental sur le problème du terrorisme tel que défini par les organisateurs de la conférence. Cette conférence a contribué à enraciner dans l'esprit des conservateurs américains ce qui a été popularisé quelques années plus tard comme « choc des civilisations », plaçant clairement Israël dans la catégorie des démocraties occidentales menacées par les Soviétiques et les Palestiniens. En 1984, la conférence aux États Unis qui a suivi celle de Jérusalem a été plus loin en insistant sur les relations entre l'Islam et le terrorisme. Ainsi que l'a noté Netanyahu lui-même dans les Actes de la conférence, « la bataille contre le terrorisme faisait partie d'une lutte bien plus vaste entre les forces de la civilisation et les forces de la barbarie ». Ensuite, et c'est toujours vrai, Netanyahu a présenté Israël comme le rempart contre le terrorisme, une sorte particulière de violence politique illégitime qui menace non seulement Israël mais toutes les démocraties et le monde occidental.

Trump prend le relais

On peut trouver des échos de ce cadre de débat sur le terrorisme dans la façon dont les hommes politiques occidentaux, dont Netanyahu et Trump, discutent de cette question. Le terrorisme, qui n'a pas une définition unique sur laquelle tout le monde soit d'accord aux États Unis ou dans le droit international, fait aujourd'hui office de nom donné à toute forme de violence que des États bien établis jugent illégitime. La plupart du temps, les démocraties occidentales utilisent aujourd'hui le terme « terrorisme » pour décrire la violence commise par des Musulmans. Ainsi que l'a écrit le journaliste Glenn Greenwald, « en d'autres termes, toute violence de la part de

Musulmans contre l'Occident est systématiquement du «terrorisme», même si elle ne vise que des soldats en guerre et/ou si elle est conçue pour résister à l'invasion et à l'occupation».

Le terme fonctionne non pas comme un outil de description mais comme un outil idéologique. Il ne désigne pas simplement un type particulier de violence. Il justifie et même exige un type particulier de réponse par la force de la part de l'État.

Israël se présente aujourd'hui comme l'expert mondial en matière de contre-terrorisme. Il entretient une industrie de la sécurité profitable, prévue pour vendre de l'expertise et de la technologie testée dans ses interactions avec les Palestiniens. Les dollars des impôts américains ont été canalisés vers cette industrie via l'aide militaire américaine, dont Israël était autorisé à dépenser plus de 25% à l'intérieur (le nouveau contrat d'aide militaire signé par la Maison Blanche du temps d'Obama va établir des phases de versement de ce montant pour les 10 prochaines années, tandis que les 3,8 milliards de dollars annuels restant -3,5 milliards d'euros- seront donnés à des entreprises américaines de défense sous contrat). Les États-Unis et Israël collaborent sur des initiatives en contre terrorisme, dont des exercices militaires communs et des programmes d'échange dans la police. Des tactiques et des savoir-faire sont développés et échangés pour la surveillance et la répression violente de manifestations, avec un impact prioritaire sur les Musulmans et gens de couleur aux USA et sur les Palestiniens et les Juifs Noirs en Israël.

Dans ce contexte, le cadrage par Trump de la politique d'immigration anti musulmane en tant que priorité pour la sécurité nationale consistant à écarter les terroristes n'a rien de nouveau. Ce qui est nouveau dans ce moment politique est quel point le public des États-Unis voit clair dans ce discours et manifeste contre la discrimination et l'intolérance. Avant la rencontre entre Trump et Netanyahu cette semaine, il y a une occasion de prêter attention à la façon dont ces discours ont permis à Israël de justifier des décennies d'occupation militaire et de privation des droits humains avec le discours de la sécurité nationale et du contre terrorisme. Tandis que l'administration Trump retourne à la case départ et élabore une politique d'immigration restrictive qui sera validée par les tribunaux, on devrait garder en tête Netanyahu et l'exemple israélien.

Naomi Dann est la coordinateuse media de Jewish Voice for Peace ; en tant qu'auteur, USA/Israël, la communauté juive américaine et le de défense des droits des Palestiniens. Cet article a d'abord été publié sur Lobelog.com.

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [+ 972](#)

date créée

2017/02/20